



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - IG

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la Société
STOELZLE MASNIERES PARFUMERIE de régulariser la
situation administrative de son établissement situé à
MASNIERES.**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais - Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les articles 23 "*surveillance de l'installation*" et 26 "*consignes d'exploitation*" de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 mai 2016 portant délégation de signature à M. Olivier GINEZ, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 juillet 2016 reprenant et actualisant l'ensemble des prescriptions imposées à l'exploitant et notamment ;

Vu l'article 1.1.3 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Vu la visite de l'inspection de l'environnement du 22 septembre 2016 ;

Vu le rapport du 3 novembre 2016 de l'inspection de l'environnement des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant en date du 1^{er} décembre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 22 septembre 2016, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- «- l'absence d'un organigramme désignant les personnels pour intervenir au niveau des installations ;
- l'absence de plan de formation pour les personnels amenés à intervenir au niveau des installations ;
- l'analyse méthodique des risques date de juillet 2012 alors que celle-ci doit être menée annuellement ;
- le plan d'entretien est incomplet, notamment au niveau des procédures d'entretien et de nettoyage ;
- le plan de surveillance est incomplet, notamment au niveau des indicateurs de suivi et des valeurs cibles ;
- les procédures correspondantes aux différents niveau de prolifération de légionelles (seuil 1000, 100 000 et flores interférentes) sont incomplètes.»

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 23 et 26 de l'arrêté ministériel susvisé ;

Considérant qu'il convient, en application de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, de mettre l'exploitant en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société STOELZLE MASNIERES PARFUMERIE, dont le siège social est situé Route Nationale - 59241 Masnières, est mise en demeure de respecter, dans des délais détaillés à l'article 2 du présent arrêté, pour le site qu'elle exploite à la même adresse, les dispositions des articles suivants de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- Article 23 « Surveillance de l'installation » ;
- Article 26 I.1.a « Consignes d'exploitation / Entretien préventif et surveillance de l'installation / Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation/ *Analyse méthodique des risques* » ;
- Article 26 I.1.b « Consignes d'exploitation / Entretien préventif et surveillance de l'installation / Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation/ *Plan d'entretien* » ;
- Article 26 I.1.c « Consignes d'exploitation / Entretien préventif et surveillance de l'installation / Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation/ *Plan de surveillance* » ;
- Article 26 II.1. « Consignes d'exploitation / Action à mener en cas de prolifération de légionelles / concentration supérieure à 100 000 UFC/L » ;
- Article 26 II.2. « Consignes d'exploitation / Action à mener en cas de prolifération de légionelles / concentration comprise entre 1000 et 100 000 UFC/L » ;
- Article 26 II.3. « Consignes d'exploitation / Action à mener en cas de prolifération de légionelles / flore interférente ».

Ces délais courent à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 : délai

Le délai de mise en conformité aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 est de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par l'article 2, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 5 - Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le Sous-Préfet de CAMBRAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Madame le maire de MASNIERES,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

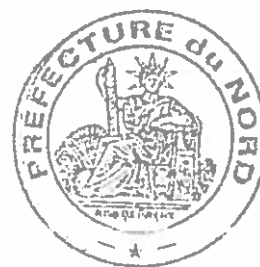
En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de MASNIERES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie de MASNIERES pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le 06 FEV 2017

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint



Olivier GINEZ





The first part of the paper discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that proper record-keeping is essential for the success of any business. The second part of the paper describes the various methods used to collect and analyze data. It includes a detailed description of the experimental setup and the results of the study. The third part of the paper discusses the implications of the findings and suggests areas for further research.

The results of the study show that there is a significant correlation between the variables studied. This finding has important implications for the field of research. The authors conclude that the study provides valuable insights into the relationship between the variables and suggests that further research is needed to explore this relationship in more detail.